

MIGRATIONS ET MONDIALISATIONS

Contribution au 6^{ème} Forum Social Mondial des Migrations à Johannesburg

(Version du 25 janvier 2015)

gustave massiah
décembre 2014

Nelson Mandela nous a appris que la libération de chaque homme, de chaque femme, de chaque peuple est une libération pour l'Humanité. C'est pourquoi Nelson Mandela est un symbole pour tous ceux qui pensent que l'émancipation est une perspective pour la survie de l'Humanité. Il nous a rappelé aussi, ce que savent tous les migrants, qu'il n'y a pas de libertés sans droits.

(Forum Social Mondial des Migrations, à Johannesburg, du 5 au 8 décembre 2014, premier anniversaire du décès de Nelson Mandela)

1. Un monde sans migrant est un monde irréel. Une société sans migrants n'est pas une société réelle. On ne peut comprendre les sociétés et le monde sans prendre en compte les migrations et les migrants.

Les migrants sont des acteurs de la société de départ, ou société d'origine, des sociétés d'arrivée et de passage, ou sociétés d'accueil, et du monde, du système international

Les migrants sont des révélateurs, des analyseurs des sociétés et du monde. Dites-nous quelle est la situation des migrants dans votre société et nous pourrons vous dire quelle société vous êtes.

Les migrations dans l'histoire longue

2. Les migrations s'inscrivent dans l'Histoire longue de l'Humanité. Elles sont consubstantielles de cette Histoire. On en retrouve des traces dans la réalité et dans l'imaginaire des sociétés et des migrants. La première grande migration africaine, celle des Néandertaliens, n'a pas été sans conséquence.

3. Les visions des migrations charrient encore les représentations des anciennes contradictions entre nomades et sédentaires. Elles prennent un tour nouveau avec l'émergence des Etats et des Nations. L'étranger n'est plus seulement l'autre par rapport au groupe ou à la communauté ; la nationalité et la citoyenneté modifient les perceptions de l'identité et la formalisation des droits. Elles sont marquées par les déplacements forcés de population, les grandes traites esclavagistes, les colonisations et le travail forcé. Elles sont à nouveau transformées par les rapports sociaux capitalistes dans l'agriculture et l'industrie. Les migrations intérieures, dans un même pays, ou extérieures, les migrations alternantes ou permanentes sont constitutives de la nature des classes sociales dans chacune des formations sociales nationales et dans l'espace mondial.

4. Les formes et les modalités des migrations actuelles ont aussi leur histoire. Citons les diasporas qui structurent le système monde planétaire ; les réfugiés suite aux guerres et aux dictatures ; les migrations environnementales qui suivent les catastrophes dites « naturelles » ; les migrations économiques ; les regroupements familiaux ; les exodes de cerveaux ; les « assistances techniques » ; la nouvelle classe dominante mondialisée (grandes entreprises, institutions internationales, financiers, médias, etc.).

Les migrations dans la phase actuelle

5. Mais, si les migrations sont ancrées dans le passé, elles sont aussi historiquement situées. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les rapports entre mondialisation et migrations.

Il faut revenir à la mondialisation. Celle que nous connaissons actuellement n'est pas récente mais n'est pas si ancienne que cela. Elle date de quelques siècles. Il s'agit d'une mondialisation capitaliste. Le capitalisme est mondial dès son début comme la mondialisation est capitaliste dès ses débuts. Pour l'illustrer, pensons à la République de Venise déjà inscrite dans le capitalisme naissant et dans la mondialisation en gestation.

6. Mais, si la mondialisation est ancienne, elle n'est pas linéaire. Elle se déploie par phases. Dans chaque phase, il y a une logique, une rationalité dominante. Mais il y a aussi des contre-logiques portées par des forces anti-systémiques.

Les migrations s'inscrivent aujourd'hui dans la phase néolibérale de la mondialisation. Elles sont fortement déterminées par les politiques néolibérales déterminées par la financiarisation et la domination du capitalisme financier. Ces politiques donnent la primauté à la croissance et subordonnent la croissance au marché mondial des capitaux. La transformation sociale est conçue comme l'ajustement structurel de chaque société au marché mondial passant par le champ libre laissé aux entreprises mondiales considérées comme les seules porteuses de modernité. Elle se traduit par la libéralisation des économies livrées à la rationalité du marché mondial des capitaux, par les privatisations et l'abandon de la notion de service public entendu au sens du droit égal d'accès pour tous. Ces politiques ont des effets dramatiques pour chacune des sociétés et pour le monde. Cette logique conduit à la prédominance du droit des affaires et de la concurrence dans le droit international et dans le droit de chaque pays.

Les contradictions de la période

7. La situation globale est caractérisée par ce que l'on a convenu d'appeler la crise et qui s'approfondit. La dimension financière, la plus visible, est une conséquence qui se traduit dans les crises ouvertes alimentaires, énergétiques, climatiques, monétaires, etc. La crise structurelle articule cinq dimensions : économiques et sociales, écologiques, géopolitiques, idéologiques et politiques. Les migrants supportent particulièrement les grandes contradictions des sociétés actuelles, du monde actuel.

8. Les contradictions sociales sont de plus en plus aiguës. La croissance monétaire réelle dans de nombreuses sociétés et dans le monde se traduit par un élargissement de la pauvreté et un approfondissement des inégalités sociales dans chaque société. Les inégalités sont structurellement liées aux discriminations. La généralisation de la précarisation frappe de plein fouet les immigrés.

9. Les contradictions idéologiques et culturelles sont de plus en plus fortes. Les réponses dominantes à l'insécurité sociale et écologique accroissent les formes de répression appuyées sur des idéologies sécuritaires ; elles construisent l'intolérance et mettent en danger les libertés et la démocratie. Il s'agit de lutter contre l'insécurité par la répression. L'instrumentalisation du terrorisme accroît le racisme et la xénophobie. La bataille porte sur les valeurs : les libertés doivent être limitées par la sécurité. La bataille principale porte sur l'égalité. Les inégalités sont considérées comme naturelles. La criminalisation des mouvements et de la solidarité sont imposés. L'apartheid planétaire met en avant la purification ethnique et la ségrégation sociale. Les migrants peuplent les prisons, les camps et les centres de rétention.

10. Les contradictions politiques prennent une grande ampleur. La corruption est partout ressentie comme insupportable. Il s'agit de la corruption politique qui naît de la fusion entre la classe politique et la classe financière. Cette fusion abolit l'autonomie du politique. Quel sens reste-t-il s'il s'agit de choisir des responsables qui appliqueraient la même politique, celle des pouvoirs financiers ? Comment accepter qu'il n'y ait pas d'alternative. Cette défiance par rapport au politique mine la démocratie. Elle conduit à la montée des formes répressives de pouvoir qui s'attaque en premier aux étrangers et aux migrants.

11. Les contradictions géopolitiques sont marquées par la fin de l'hégémonie des Etats-Unis, la crise du Japon et de l'Europe et la montée de nouvelles puissances. Le contrôle de l'espace mondial s'appuie sur la dette et sur les matières premières. Il se traduit par la généralisation des conflits et des guerres. Cette situation produit des masses croissantes d'émigrés. De nouvelles revendications contre l'accaparement des terres, l'extractivisme, les guerres et les exodes massifs reflètent la nouvelle phase de la décolonisation. Les migrants sont rejetés en tant qu'étrangers et traités d'envahisseurs. Ils sont porteurs des dangers du nouvel équilibre des puissances qui bouscule l'ancien centre du monde.

12. Les contradictions écologiques sont les plus nouvelles et les plus profondes. Le modèle productiviste remet en cause les limites des écosystèmes et de l'écosystème

planétaire multipliant les catastrophes majeures et mettant en danger les droits des générations futures. Ces contradictions limitent les possibilités antérieures de trouver des issues convenues aux dimensions sociales et géopolitiques de la crise. Parmi les conséquences de ces nouvelles contradictions, les migrations climatiques et environnementales vont induire des bouleversements d'une ampleur comparable à celle des migrations rurales des 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

13. En 2009, au Forum social mondial de Belém, en Amazonie, des mouvements, et notamment les mouvements des femmes, des paysans, des écologistes et des peuples indigènes, ont mis en avant une nouvelle caractérisation de la crise. Il s'agit en fait d'une triple crise emboîtée. Une crise du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste. Une crise du système capitaliste lui-même qui combine la contradiction spécifique du mode de production, celle entre capital et travail, et celle entre les modes productivistes et les contraintes de l'écosystème planétaire. Une crise de civilisation qui découle de l'interpellation des rapports entre l'espèce humaine et la nature qui ont défini la modernité occidentale et qui ont marqué certains des fondements de la science contemporaine. Les migrants sont au cœur de cette triple crise. Ils sont en situation centrale du renforcement de la précarisation portée par le néolibéralisme et le capitalisme financier ; emportés par le déséquilibre grandissant entre le capital et la force de travail et les mutations de l'organisation mondiale du travail ; en première ligne des nouvelles recompositions qui déplacent l'espace mondial de l'international vers le planétaire.

Les migrants dans la période

14. Les migrants supportent directement les conséquences de cette situation. Ils sont massivement précarisés ; leurs droits sont remis en cause et ignorés quand ils ne sont pas simplement niés. La planète se couvre de camps de réfugiés et de refoulés. Nous assistons à un véritable apartheid planétaire. Les pays riches verrouillent leurs frontières et s'enferment dans leurs territoires. La majorité des migrations concerne des flux Sud-Sud. Mais les guerres, les catastrophes, les changements de régime se traduisent par des exodes massifs. La purification ethnique et la ségrégation sociale deviennent un modèle d'évolution sociale et nationale.

15. Les migrants prennent dans les imaginaires la place des classes laborieuses et dangereuses attachée au prolétariat. Accepter de faire des étrangers et des migrants les boucs émissaires de cette situation est dangereux et illusoire. Comme ils ne sont ni la cause ni la solution à cette situation, leur stigmatisation ne fera qu'augmenter les craintes, alimentera le racisme et entraînera toute la société dans une spirale régressive. La défense des droits des étrangers et des migrants est essentielle. Non seulement parce que leurs droits sont particulièrement contestés ; mais aussi parce que ces droits s'inscrivent dans l'ensemble des droits et que leur remise en cause se traduira par une atteinte à tous les droits et aux droits de tous.

16. La mondialisation est à un tournant avec l'épuisement de la logique dominante de la phase néolibérale. Les contradictions ouvrent les perspectives de la prochaine période. La rupture se définit entre 2008 et 2011. En 2008, la crise financière annonce que le néolibéralisme est épuisé. La bourgeoisie financière est toujours au pouvoir et compte tout faire pour le conserver. Mais, il est clair que l'enjeu est celui

de la définition de la prochaine période qui ne pourra être en continuité avec la période actuelle.

17. Depuis 2011, des mouvements massifs, quasi insurrectionnels, témoignent de l'exaspération des peuples. Les révoltes des peuples ont un soubassement commun dans la compréhension de ce qu'est la crise structurelle officiellement admise depuis 2008. Mais, ce n'est pas sur cette analyse d'ensemble que démarrent les mouvements. L'explosion part de questions inattendues et se prolonge. Ces mouvements se rattachent à un nouveau cycle de luttes et de révolutions. Les migrations sont au cœur des nouvelles contradictions.

18. Ce qui émerge à partir des places occupées, c'est une nouvelle génération qui s'impose dans l'espace public. Il ne s'agit pas tant de la jeunesse définie comme une tranche d'âge que d'une génération culturelle qui s'inscrit dans une situation et qui la transforme. Elle met en évidence les transformations sociales profondes liées à la scolarisation des sociétés qui se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les chômeurs diplômés. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Elles réduisent l'isolement et l'enfermement des jeunes. Les chômeurs diplômés construisent une nouvelle alliance de classes entre les enfants des couches populaires et ceux des couches moyennes. Les nouveaux mouvements d'étudiants dans le monde marquent la faillite des systèmes éducatifs à l'échelle mondiale. D'une part, le néolibéralisme a rompu la promesse de lier l'éducation au plein emploi et le lien entre le bien vivre et la consommation. D'autre part, le surendettement, notamment celui des étudiants, a violemment précarisé les nouvelles générations.

19. Cette nouvelle génération construit par ses exigences et son inventivité, une nouvelle culture politique. Elle enrichit la manière de relier les déterminants des structurations sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, l'affirmation de l'auto-organisation et de l'horizontalité. Elle tente de redéfinir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques. Elle recherche des manières de lier l'individuel et le collectif.

20. Ces mouvements sont spontanés, radicaux, hétérogènes. Certains affirment que ces mouvements ont échoué parce qu'ils n'ont pas de perspective ou de stratégie et qu'ils ne se sont pas dotés d'organisation. Cette critique mérite d'être approfondie. Elle n'est pas suffisante quand on sait que le plus vieux de ces mouvements a trois ans. Les mouvements ne rejettent pas toutes les formes d'organisation ; ils en expérimentent des nouvelles. Celles-ci ont démontré leur intérêt dans l'organisation des mobilisations, la réactivité aux situations et l'expression de nouveaux impératifs.

21. Pendant ce temps, des changements font leur chemin, déterminant le très long terme. Parmi ces changements, il faut noter, à travers la crise, les extraordinaires bouleversements scientifiques et techniques, particulièrement dans le numérique et les biotechnologies. La révolution culturelle portée par l'écologie exacerbe l'affrontement entre les possibilités ; celle de nouvelles ouvertures au service de l'émancipation ou celle de la domestication de ce progrès au service de l'exploitation

et de l'aliénation. La jeunesse du monde s'approprie les changements et y participe. Les migrations bouleversent la démographie de la recherche et peuplent les laboratoires du monde. Les inégalités sociales et les discriminations n'ont pas diminué, au contraire, et les migrants en sont toujours les plus concernés. Mais l'espace mondial est aujourd'hui l'espace de référence et les migrations en sont un des éléments constitutifs.

Les évolutions de la mondialisation et des migrations

22. L'évolution des migrations est directement liée aux évolutions de la mondialisation. La crise structurelle porte la confrontation entre plusieurs avenir possibles, entre plusieurs visions du monde, entre plusieurs mondialisations. La stratégie des mouvements se définit par rapport aux avenir possibles et aux conceptions qui les sous-tendent. Leur identification a été précisée à l'occasion des débats du Sommet des peuples qui a été organisé par les mouvements sociaux en contre point de la Conférence des Chefs d'Etat Rio+20, en juin 2012. Trois horizons, trois conceptions, se sont dégagés : le renforcement du néolibéralisme par la financiarisation de la Nature ; un réaménagement du capitalisme fondé sur une régulation publique et une modernisation sociale ; une rupture ouvrant sur une transition écologique, sociale et démocratique. Les situations concrètes seront caractérisées par des articulations spécifiques entre ces trois logiques.

23. La première situation possible est celle de la financiarisation de la Nature. Elle a été exposée dans le document de travail préparé par les Nations Unies et les Etats, pour Rio+20. Dans cette vision, la sortie de la crise passe par la recherche du « marché illimité » nécessaire à la croissance. Elle fonde l'élargissement du marché mondial, qualifié de marché vert, sur la financiarisation de la Nature, la marchandisation du vivant et la généralisation des privatisations. Cette approche reconnaît que la Nature produit des services essentiels (elle capte le carbone, elle purifie l'eau, etc.). Mais elle considère que ces services sont dégradés parce qu'ils sont gratuits. Pour les améliorer, il faut les marchander et introduire de la propriété. Dans cette optique, seule la propriété privée permettrait une bonne gestion de la Nature qui serait confiée aux grandes entreprises multinationales, financiarisées. Il s'agit alors de restreindre les références aux droits fondamentaux qui pourraient affaiblir la prééminence des marchés. Il s'agit de subordonner le droit international au droit des affaires.

24. Dans cette perspective, les migrations servent de variable d'ajustement par rapport à la priorité qui est le libre échange des capitaux et des marchandises. La déstabilisation géopolitique qui accompagne le contrôle financier accroîtra le risque des guerres et les réfugiés. La croissance productiviste, accentuée par la financiarisation de la Nature, aura des conséquences sur le climat et accroîtra les migrations environnementales. La précarité s'accroîtra et les migrants formeront une des principales composantes du précaire. Les Etats renforceront leurs fonctions de contrôle. La remise en cause des droits des migrants s'inscrira dans la dégradation des droits pour tous.

25. La deuxième situation possible correspond à la conception du Green New Deal, défendue par d'éminents économistes de l'establishment comme Joseph Stiglitz,

Paul Krugman, Amartya Sen, Thomas Piketti souvent qualifiés de néo-keynésiens. Elle part de l' « économie verte » qu'il s'agit de maîtriser. La proposition est celle d'un réaménagement en profondeur du capitalisme à partir d'une régulation publique et d'une redistribution des revenus. Elle est encore peu audible aujourd'hui car elle implique un affrontement avec la logique dominante, celle du marché mondial des capitaux, qui refuse les références keynésiennes et qui n'est pas prêt à accepter qu'une quelconque inflation vienne diminuer la revalorisation des profits. Il faut rappeler que le New Deal adopté en 1933 n'a été appliqué avec succès qu'en 1945, après la deuxième guerre mondiale.

26. Dans la situation d'un Green New Deal, la régulation ouvre des perspectives comme on a pu le voir dans la période de 1945 à 1980. La régulation publique peut valoriser une reconnaissance des droits. La tendance à la stabilité de l'emploi et à une redistribution des revenus pourrait compenser la précarisation. La protection sociale et les services publics joueraient en fonction de l'égalité sociale. Les migrants pourraient être plus facilement intégrés dans les sociétés dites d'accueil. La citoyenneté de résidence pourrait être reconnue. La stratégie du Green New Deal met en avant la construction des grandes régions géoculturelles. Dans ce cadre, la liberté d'établissement pourrait progresser dans ces grandes régions en liaison avec des marchés régionaux. Le droit international pourrait s'autonomiser par rapport au droit des affaires et au libre-échange néolibéral. Cette régulation dépend des rapports des forces entre les pouvoirs dominants et les mouvements sociaux.

27. La troisième situation possible correspond à une conception que les mouvements sociaux et citoyens ont explicitée dans le processus des forums sociaux mondiaux. Ils préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, la lutte contre le patriarcat, le contrôle de la finance, la sortie du système de la dette, le bien-vivre et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits et la gratuité. Il s'agit de fonder l'organisation des sociétés et du monde sur l'accès aux droits pour tous et l'égalité des droits.

28. Dans cette situation, la tendance aux relocalisations pourrait réduire certaines des migrations forcées. Les migrations n'en seront pas annulées pour autant. Cette transition nécessite l'invention de nouvelles formes d'organisation mondiale. Elle repose sur la définition et la mise en œuvre de nouveaux droits. Ce sont notamment les droits de la Nature, la souveraineté alimentaire, la liberté de circulation et d'établissement des personnes, etc.

29. La stratégie des mouvements définit les alliances par rapport à ces avenir possibles. L'urgence est de réunir tous ceux qui refusent la première conception celle de la financiarisation de la Nature. D'autant que l'imposition du système dominant malgré l'épuisement du néolibéralisme porte les risques d'un néo-conservatisme de guerre. Cette alliance est possible d'autant que les mouvements sociaux ne sont pas indifférents aux améliorations en termes d'emploi et de pouvoir d'achat que pourrait apporter le Green New Deal. Mais de nombreux mouvements constatent l'impossibilité de concrétiser cette régulation publique dans les rapports de forces actuels. Ils considèrent de plus que la croissance productiviste correspondant à un

capitalisme, même régulé, n'échappe pas aux limites de l'écosystème planétaire. Dans la durée, et si le danger du néo-conservatisme de guerre peut être évité, la confrontation positive opposera les tenants du green new deal et ceux du dépassement du capitalisme. Les alliances concrètes dépendront des situations des pays et des grandes régions. Les mouvements de migrants et les nouveaux mouvements font partie des composantes possibles de ces nouvelles alliances.

Les migrants acteurs des sociétés et du monde

30.

Les migrants sont des acteurs de la transformation sociale dans le pays d'accueil et dans le pays d'origine. Les migrations sont déterminées par les fondements de la phase actuelle de la mondialisation : les inégalités sociales et les discriminations, les inégalités entre pays et la domination du Sud par le Nord. Les migrants sont au cœur de ces questions, mais ils ne sont pas seulement subis. Ils développent des pratiques qui sont aussi des réponses à ces situations. Dans des conditions difficiles, ils ouvrent de nouvelles voies de l'évolution des sociétés. Inutile de rappeler ici la contribution du travail des migrants à la richesse des sociétés qui les accueillent ; même s'ils en sont bien mal récompensés. Ils participent de mille autres manières à l'évolution de ces sociétés, à leurs équilibres démographiques et sociaux, à leur diversité et à leur enrichissement culturel.

31. Les migrants sont des acteurs de la transformation de leur société d'origine. D'une part, ils contribuent à desserrer les contraintes démographiques et sociales. Les transferts de fonds envoyés à leur famille sont considérables. Au niveau macroéconomique, les flux financiers envoyés par les migrants sont de l'ordre de 300 milliards de dollars alors que l'aide publique au développement global était de 120 milliards de dollars en 2010. Les conséquences sont majeures pour les revenus des ménages et la balance des paiements des pays d'origine. Les projets soutenus par les migrants correspondent à une demande locale et à des besoins de proximité. Enfin et surtout, les flux arrivent directement à la base, dans les ménages les plus pauvres, avec un minimum de " dérivation " par la corruption.

32. Les migrants ont esquissé des réponses, partielles mais très intéressantes, à la conception dominante du développement. La coopération des migrants est inscrite dans une conception endogène du développement. Elle concerne au premier chef le développement local, la mobilisation de l'épargne domestique, la création de services locaux de proximité dans les villages et les quartiers, l'élévation du niveau de qualification et d'ouverture des groupes locaux. Certes, les difficultés et les contre-effets ne manquent pas (gaspillage de ressources, détournements d'objectifs et de moyens, etc.), mais ils peuvent être corrigés. Et surtout ils n'empêchent pas l'intérêt majeur de ces actions. Cette coopération, révélée par la place des flux migratoires (diasporas, réfugiés, migrations économiques, demandeurs d'asile, exode des cerveaux et assistance technique...) correspond à une demande populaire et à des dynamiques internes. Elle est une réponse au développement, à l'échelle mondiale, mettant en avant le développement à la base et la participation.

33. Les migrants sont aussi des acteurs des rapports internationaux et de la transformation du monde. Les migrants sont porteurs des rapports entre les sociétés

et d'une valeur nouvelle, la solidarité internationale entre les sociétés et les citoyens. Les migrants sont un vecteur stratégique et privilégié de la sensibilisation des sociétés à la solidarité internationale, dans les pays d'arrivée et dans les pays d'origine. Les enjeux sont multiples. S'appuyer sur la richesse et la diversité des habitants et des citoyens d'un pays, c'est ancrer la solidarité internationale dans la réalité des quartiers, des communes et des régions, c'est construire un niveau supérieur d'identité et d'unité dans un pays ; c'est l'ouvrir au monde. La coopération des migrants illustre de mille façons l'intérêt et le rôle stratégique du partenariat entre des groupes et des associations, objectif et moyen de la coopération entre les sociétés comme alternative à un système international fondé sur la domination.

La déconstruction du discours dominant et des fausses évidences

34. Pour penser les migrations, il faut commencer par déconstruire le discours dominant. Les migrations sont au cœur des grands débats idéologiques et culturels. Pour les droits des migrants, la bataille des idées est essentielle. Elle ne se réduit pas à la lutte contre les discriminations, les racismes et les xénophobies. A partir des migrations, on peut pointer quelques-unes des questions controversées, déconstruire les fausses évidences, amorcer des nouvelles pistes de recomposition de l'espace mondial.

35. Prenons trois propositions du discours dominant sur les migrations :

- Pour maîtriser les flux migratoires, il faut fermer les frontières et passer des accords d'Etat à Etat.
- L'intégration des réguliers et la lutte contre le racisme passe par la lutte contre les clandestins.
- Pour arrêter l'émigration, il suffit de développer les pays et les régions d'origine.

36. Chacune de ces propositions s'affirme comme une évidence irréfutable, appuyée sur le bon sens. Certes, il y a du « vrai » dans chacune de ces propositions, mais ce « vrai » sert à construire du « faux ». Chacune des propositions est contestable, et l'ensemble du raisonnement est faux et conduit à une impasse. D'où l'importance de cette bataille des idées.

37. Sur la maîtrise des flux migratoires, il est difficile d'opposer, par principe, le laissez-faire à la maîtrise. Encore faut-il savoir quels sont les objectifs de cette maîtrise et quelles formes elle peut prendre. La fermeture des frontières renvoie à un fantasme, celui de stabiliser à un instant donné une population formée par une évolution constante. La notion des seuils de tolérance peut conduire par glissements progressifs à une conception ethnique de l'identité. La proposition de l'immigration choisie en fonction des intérêts économiques veut ignorer la nature de cette économie déterminée par l'ajustement au marché mondial. La maîtrise des flux migratoires ne peut faire l'économie d'une prise en compte de la distribution des richesses et des peuplements. Comme le disait si bien Alfred Sauvy, « si les richesses ne vont pas aux hommes, les hommes iront aux richesses et rien ne pourra l'en empêcher ! »

38. La fermeture des frontières est mise en avant pour refuser la liberté de circulation. Or, la liberté de circulation fait partie des droits fondamentaux reconnus par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. On peut imaginer de la réglementer et de l'organiser en fonction des situations ; on ne saurait la nier et la rendre impossible. La liberté d'établissement qui fait partie de la liberté de circulation peut être régulée en fonction des droits des populations résidentes et de la préservation du droit du travail. Dans tous les cas, la fermeture des frontières est illusoire. Elle n'a aucun sens avec l'importance du tourisme mondial et des centaines de millions de personnes qui circulent comme touristes, pour la plupart sans visas. La politique, la pratique des visas, arrogante et humiliante, est un scandale absolu. La fermeture des frontières renforce les fantasmes, les peurs et l'insécurité. Elle alimente la phobie de l'invasion des barbares. Certes, il y a des risques de déséquilibre dans des périodes de grande crise. Mais, toutes les expériences montrent que les habitants du monde n'attendent pas de se déverser dans les pays riches ; ils préfèrent massivement rester chez eux. L'élargissement de l'Europe à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce a même démontré que l'ouverture des frontières s'était traduite par un rééquilibrage et un retour pour de nombreux émigrés. Les murs que l'on élève peuvent vous rendre prisonnier. Ce n'est pas sans raison que la Fédération Internationale des Droits de l'Homme milite pour la suppression des visas de courte durée dans le monde, et particulièrement en Europe.

40. La lutte contre les clandestins est-elle une condition pour l'intégration des réguliers et pour faciliter la lutte contre le racisme ? Et pourtant c'est l'inverse qui peut être observé. La lutte contre les clandestins insécurise de manière permanente les immigrés en situation régulière. Elle est conduite dans cet objectif. Elle s'attaque aux victimes, les clandestins et n'inquiète pas ceux qui en profitent. La lutte contre les clandestins produit sans cesse de nouveaux clandestins. Les règlements font passer sans discontinuer des immigrés réguliers dans l'irrégularité. Ils les projettent ensuite dans l'illégalité et les transforment en délinquants, emplissant les prisons de personnes qui sont passées sans même s'en rendre compte en situation irrégulière.

41. La mise au ban des migrants et des étrangers fait partie d'une politique de précarisation généralisée. Cette précarisation se traduit par les licenciements et le chômage, la marginalisation des emplois stables, la remise en cause des statuts sociaux et des systèmes de protection sociale. La négation des droits pour une partie de la population fragilise l'ensemble. Progressivement, les droits des catégories successives sont remis en cause. Nous avons pu vérifier que l'atteinte à l'accès des étrangers aux services publics est une première étape pour restreindre l'accès de tous aux services et subordonner cet accès à des mécanismes de marché discriminatoires en fonction de revenus. Toute politique reposant sur la division et l'exclusion se traduit toujours par une exclusion en chaîne. La précarisation généralisée est le résultat recherché des politiques de libéralisation menée dans le cadre de la mondialisation. Elle accroît aussi l'insécurité réelle qui résulte de la remise en cause des statuts sociaux par la précarisation, des solidarités et des identités par la modernité, de la paix par les conflits. Elle permet les manipulations qui renforcent les idéologies sécuritaires.

42. Puisque l'émigration résulte du sous-développement et des inégalités de développement, il suffirait pour arrêter l'émigration de développer les pays et les régions d'origine. Le discours dominant prétend s'attaquer aux causes. Il s'appuie sur

ce qui prend l'apparence d'une évidence. Si le constat de départ n'est pas faux, il sous-estime la complexité du rapport entre émigration et développement et la réflexion sur la nature du développement. En fait, l'expérience historique constante le confirme ; dans une première phase, le développement accentue l'émigration. La raison en est que tout développement, toute transformation sociale produit des déséquilibres ; l'accroissement de la productivité du travail « libère » une partie du travail qui alimente l'émigration. C'est bien longtemps après que les flux se tarissent, voire s'inversent. Toute l'histoire de l'Europe et de la Méditerranée est marquée par cette dialectique. Encore récemment, l'Espagne est passée il y a moins d'une génération d'une situation de pays d'émigration à celle d'un pays d'immigration en provenance du Maghreb.

43. La simplification outrancière du rapport entre migrations et développement n'est pas anodine. Le discours dominant affirme ainsi, avec cynisme et hypocrisie, qu'il suffirait d'accroître l'aide et les investissements vers les pays d'émigration et, dans le même temps d'interdire l'immigration, sans se préoccuper plus avant de la différence de temporalité dans la relation entre migrations et développement. On a vu ainsi se multiplier les rapports d'Etat à Etat transformant les régimes des pays d'émigration en police des frontières des pays riches. Les libertés sont bafouées ; le droit d'asile est remis en cause systématiquement. L'Europe se couvre de camps de rétention pour les immigrés « clandestins » et maintenant, les camps d'attente sont directement implantés dans les pays du pourtour européen.

44. La déconstruction du discours dominant est une des étapes de la définition des positions à prendre sur les migrations. Nous retiendrons qu'il convient d'organiser différemment les différentes propositions : l'évolution des flux migratoires, le rôle des frontières dans la régulation de la mondialisation, la place des discriminations et du racisme, le rôle des réglementations dans l'illégalité et la situation des clandestins, la continuité entre les clandestins, les immigrés en situation régulière et les autres catégories de citoyens, les rapports entre développement et migrations. La définition des politiques migratoires dépend des situations. Dans le contexte de la phase actuelle de la mondialisation, nous devons définir les principes qui permettent de fonder des alternatives en termes de propositions et de politiques. Avant cela, il convient de s'interroger sur les pratiques des migrants et sur les nouvelles perspectives qu'elles ouvrent dans la compréhension des transformations sociales et de la mondialisation.

Un programme de mobilisation

45. Un programme de mobilisation se dégage des diverses discussions. Il met en avant six principes de base : la dignité ; les droits des migrants ; la lutte contre le racisme ; la redéfinition du développement ; la liberté de circulation ; le droit international.

46. La dignité est le fondement de toutes les propositions. Les migrants doivent être reconnus comme acteurs de la transformation des sociétés de départ et d'accueil et comme acteurs de la transformation du monde

47. Le respect des droits des migrants s'inscrit dans le cadre du respect des droits de tous. Le droit des étrangers doit être fondé sur l'égalité des droits et non sur l'ordre public. Les infractions pour les droits au séjour doivent être dépenalisées. Les centres de rétention doivent être remis en cause. La citoyenneté de résidence, qui implique l'élargissement du droit de vote, est aujourd'hui un des principaux fondements démocratique de nos sociétés.

48. La lutte contre toutes les formes de discrimination, de racisme et de xénophobie doit être le fondement des politiques publiques. Elle doit impliquer tous les secteurs des sociétés. Elle doit être appuyée sur le droit international.

49. Les rapports entre migrations et développement doivent être réexaminés. Le développement doit être défini à partir de l'accès aux droits pour tous. Les accords économiques entre pays ne peuvent pas servir de chantage pour le contrôle des migrations. L'urgence écologique met en évidence les risques des migrations environnementales. Les impératifs du nouveau développement, le social, l'écologie, la démocratie, la géopolitique, caractérisent les défis que rencontrent les questions des migrations.

50. La liberté de circulation et d'établissement fait partie des droits fondamentaux. Les visas de courte durée doivent être assouplis, voire supprimés. Les politiques de visas ne peuvent pas être fondés sur l'humiliation. La liberté d'établissement peut être encouragée dans les accords régionaux et s'appuyer sur les citoyennetés régionales. A l'échelle internationale, la liberté d'établissement nécessite de progresser pour la protection sociale universelle

51. La garantie du respect des droits des migrants doit être renforcée dans le droit international. Dans une première étape minimale, la convention internationale pour les droits des migrants et de leurs familles doit être ratifiée. Une conférence des chefs d'Etat sur la question des migrations et de la liberté de circulation devrait être convoquée dans le cadre des Nations unies.

52. Ces principes de base définissent les positions du mouvement altermondialiste sur les questions des migrations. Leur approfondissement permet de rejoindre la cohérence des positions générales du mouvement et contribue à construire cette cohérence. Ils se réfèrent à la solidarité internationale comme une des principales valeurs de référence par rapport au cours dominant de la mondialisation.